

L'Albanie dans la seconde moitié du XXe siècle[

L'Albanie communiste[[modifier](#) | [modifier le wikicode](#)]

- Le gouvernement provisoire[[modifier](#) | [modifier le wikicode](#)]

En 1944, le pays est libéré des fascistes italiens et des nazis. Le Parti communiste prend très vite le pouvoir en contrôlant totalement le Mouvement de libération nationale. Le chef du Parti, Enver Hoxha, fonde un Gouvernement provisoire dont le ministre de l'Intérieur, son bras droit Koçi Xoxe, juge et fait exécuter les collaborateurs nazis et fascistes. On sait aujourd'hui que ce fut une manœuvre politique : certes, parmi les exécutés, il y avait de réels collaborateurs, mais il y eut aussi les royalistes résistants et les républicains du Balli Kömbetar. Des mesures sévères sont aussi prises dans le secteur privé, qualifié de « profiteur de guerre ». En été 1945, le gouvernement met en place les réformes agraires, nationalise les biens des clergés. En 1946, la Constitution de la République populaire socialiste d'Albanie est fin prête. Bien que le vote donne le titre de chef de l'État à Omer Nishani, ce sera Enver Hoxha, chef du gouvernement et Premier Secrétaire du Parti des Travailleurs qui gouvernera.

- Politique[[modifier](#) | [modifier le wikicode](#)]

Comme dans chaque État communiste, l'organe suprême du pouvoir était censé être une Assemblée populaire, seul organe législatif et garante de la souveraineté. Elle pouvait modifier la Constitution, voter des lois, rejeter les lois qui lui semblaient inconstitutionnelles, voter les plans économiques, les plans culturels et le budget de l'État, déclarer la mobilisation, l'état d'urgence, la guerre à un autre pays ; elle signe ou ratifie les traités internationaux, accorde l'armistice, déclenche les référendums, nomme et révoque le Présidium de l'Assemblée, le Conseil des ministres, la Cour suprême, le Procureur suprême et ses adjoints et peut créer ou supprimer n'importe quel ministère. L'Assemblée populaire est composée de 250 députés élus pour quatre ans, sauf en cas de guerre, car là, les députés peuvent rallonger leur mandat jusqu'à la fin des conflits. Leur l'immunité peut être levée par le Présidium, qui est l'organe supérieur de l'Assemblée, composé du président de l'Assemblée populaire, de ses trois vice-présidents, d'un secrétaire et de dix députés. Le Présidium ouvre les débats dans l'Assemblée, fixe la date des élections, distribue les honneurs, accorde ou retire la citoyenneté, exerce le droit de grâce, peut modifier les frontières intérieures, nomme et révoque avec l'avis des ministres les ambassadeurs, promulgue les lois votées par l'Assemblée populaire. Il contrôle les assemblées provinciales, départementales et municipales.

Le Conseil des ministres est l'organe exécutif et administratif du pays, élu par l'Assemblée populaire parmi les députés et dirigé par un président du Conseil. Le Conseil supervise la politique intérieure et extérieure, propose les lois, a autorité sur les assemblées provinciales et municipales, s'occupe de la défense du pays avec un Conseil de la défense, propose à l'Assemblée populaire les plans économiques, culturels et le budget, peut émettre un avis sur les traités internationaux. Un président de la République élu n'a pour rôle que de représenter le peuple albanais toujours cimenté et uni.

La République populaire socialiste est divisée en provinces dirigées par un conseil populaire élu pour trois ans et divisé en deux échelons : le supérieur qui contrôle l'inférieur. Le conseil est l'organe législatif de la province. L'organe exécutif se nomme Comité exécutif, élu par le conseil populaire. Les provinces sont divisées en villes dirigées par un conseil municipal.

Mais, à partir de 1949, il y eut un problème : quelle vision du communisme allait adopter l'Albanie ? Enver Hoxha, président du Conseil est partisan du stalinisme (le communisme selon [Staline](#)) et Koçi Xoxe, chef de la police secrète, est partisan du titisme (le communisme selon [Joseph Tito](#)). À partir des années 50, le stalinisme gagne, tous ceux qui ne renoncent pas au titisme sont exécutés (dont Xoxe).

- La dictature[[modifier](#) | [modifier le wikicode](#)]

Le nouveau régime fut au début profitable pour le pays. L'industrie et l'agriculture se développent, l'accès à l'électricité est renforcé, la culture albanaise est favorisée, le niveau scientifique augmente. Mais, très vite, le pays sombre dans la **dictature**. Enver Hoxha (qui laisse la présidence du Conseil des ministres en 1954 au profit de Mehmet Shehu) est le maître tout puissant du pays en tant que Premier secrétaire général du parti communiste : contrairement à ce que dit la Constitution, l'Assemblée populaire ne sert plus qu'à valider les décisions du dictateur et ne les discute presque pas. De plus, en 1956, alors que **Khrouchtchev** annonce la **déstalinisation** de l'URSS, Hoxha se brouilla avec les autres dictatures marxistes et isole son pays du reste du monde, menant une politique appelée « Isolationnisme ». Le pays est rempli de bunkers et la police secrète a le droit de violer la propriété privée. Les conséquences sont désastreuses, l'absence de commerce ruine son économie, affaiblit les usines et appauvrit la population. Bien sûr, le gouvernement orientera la colère du peuple vers d'autres coupables (les pays capitalistes, les pays communistes qui firent le jeu des « grands vilains capitalistes en renonçant au bon stalinisme, à l'ancienne politique du roi **Zog Ier** qualifié d'obscurantiste et oppressante, aux religions et aux royalistes). Ceux qui souffrirent le plus furent les croyants. Enver Hoxha, **athée** convaincu, voyait les religions comme des maladies mentales dangereuses dont il fallait se débarrasser. En 1960, il déclare l'Albanie, État athée, qui ne reconnaît plus aucune religion. L'athéisme obligatoire fut inscrit dans la constitution et des intellectuels athées étaient embauchés pour diaboliser les religions. Des centaines de prêtres chrétiens ou musulmans furent exécutés à cause de leur métier, ainsi que de simples croyants à cause de leur croyance et les enfants chrétiens ou musulmans étaient envoyés dans des maisons de redressement où ils étaient battus.

À partir de 1983, Hoxha, gravement malade, laisse le pouvoir à **Ramiz Alia**.

Alia décide de rompre avec la politique d'Hoxha, notamment en relançant le commerce et les relations avec l'extérieur, mais il reste assez orthodoxe sur le stalinisme et refuse les réformes de **Mikhaïl Gorbatchev** : la population montre des signes de mécontentement de plus en plus voyants, malgré les arrestations (comme la fuite de 5 000 Albanais en Grèce). Alia décide de calmer les colères en autorisant le multipartisme, mais le peuple veut la fin totale du stalinisme.

En 1992, les élections législatives donnent le pouvoir aux ennemis du communisme. Alia démissionne, il sera arrêté quelque mois après, avec tous les collaborateurs de l'ancien régime stalinien.